



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 6 AOUT 1904.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2545

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 28 juillet courant 1904, de nommer la commission chargée de reviser et de refondre les statuts d'un caractère général et permanent de la province, en vertu des dispositions de la loi 4, Ed. VII, ch. 3.

Cette commission est composée de trois membres, savoir : l'Honorable Sir Louis Napoléon Casault, K. C. M. G., juge en chef de la cour supérieure de la province de Québec, John Stuart Buchan et Wilfrid Mercier, tous deux conseil du Roi, de la cité de Montréal, dont l'un, savoir : l'Honorable Sir Louis Napoléon Casault agira comme président, et de deux secrétaires, dont l'un parlant la langue française, savoir : M. Charles Lanctot, et l'autre la langue anglaise, savoir : M. Théophilus H. Oliver, tous deux avocats, conseils du Roi et officiers spéciaux en loi du département du procureur général.

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

2537

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 6th AUGUST, 1904.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2546

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 28th July instant, 1904, to appoint the commission ordered to revise and consolidate the statutes of the province of a general and permanent character under the provisions of the act 4 Ed. VII, Cap. 3.

This commission is composed of three members, to wit : The Honorable Sir Louis Napoleon Casault, K. C. M. G., chief justice of the superior court of the province of Quebec, John Stuart Buchan and Wilfrid Mercier, both King's counsel, of the city of Montreal, one of whom, to wit : The Honorable Sir Louis Napoleon Casault shall act as president, and of two secretaries, of whom, one speaking the french language, to wit : Mr. Charles Lanctot, and the other the english language, to wit : Mr. Theophilus H. Oliver, both advocates, King's counsel and special law officers of the attorney general's department.

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

2538

Proclamations

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }
[L. S.]

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

THEOS. H. OLIVER, } ATTENDU que
Assistant-Procureur-Général, } par l'article 2723
suppléant. } des statuts refondus
de la province de Québec, il est entre autres choses décrété que le lieutenant-gouverneur en conseil, peut, par proclamation, lorsqu'il le juge convenable pour les fins de l'administration de la justice, ordonner que la prison commune d'un district soit également la prison commune et la maison de correction d'un autre district ;

Et attendu qu'il est convenable pour les fins de l'administration de la justice que la prison commune du district de Montréal, soit à l'avenir, également la prison commune et la maison de correction du district de Terrebonne.

A CES CAUSES, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons en vertu des dispositions du susdit article 2723 des dits statuts, qu'à partir de ce jour, la prison commune du district de Montréal sera également la prison commune et la maison de correction du district de Terrebonne.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

2553 JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Québec. }
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

THEOS. H. OLIVER, } ATTENDU qu'en
Assistant-Procureur-Général } vertu des dispo-
suppléant. } sitions des statuts
refondus de la province de Québec, il est entre au-

Proclamations

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Québec. }
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

THEOS. H. OLIVER, } WHEREAS by ar-
Acting Assistant Attorney } ticle 2723 of the
General. } Revised Statutes of the
province of Quebec, it is amongst other things enacted that the lieutenant-governor in council may, by proclamation, whenever he shall deem the same expedient for the purposes of the administration of justice, order that the common gaol of a district shall also be the common gaol of another district.

And whereas it is expedient for the purposes of the administration of justice that the common gaol of the district of Montreal, be also the common gaol of the district of Terrebonne.

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of Our said province of Quebec, We have ordered and decreed and by these presents we do order and decree, in accordance with the provisions of the aforesaid article 2723 of the said statutes, that from and after this day, the common gaol of the district of Montreal, shall also be the common gaol of the district of Terrebonne.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY NINTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and four, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

2554 JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

Canada, }
Province of } L. A. JETTE.
Québec. }
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION

THEOS. H. OLIVER, } WHEREAS under
Acting Assistant Attorney } the provisions of
General. } the revised statutes of
the province of Quebec, among other things it has

tres choses décrété que le lieutenant gouverneur peut, de temps à autre, fixer par proclamation, les époques auxquelles les termes des tribunaux doivent être tenus dans tout district de la province, et peut de la même manière les changer.

Et attendu que Nous avons jugé à propos de changer les époques de la tenue des différentes cours civiles dans et pour le district de Beauce.

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes, réglons et ordonnons qu'à partir du premier septembre prochain 1904, les termes de la cour supérieure dans et pour le district de Beauce seront tenus aux époques ci-dessous mentionnées, savoir :

La cour supérieure sera tenue du 16 au 19, ces deux jours inclusivement, des mois de janvier, février, mars, mai, juin, septembre, octobre, novembre et décembre, chaque année.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

2555

Canada,
Province de
Québec.

L. A. JETTÉ

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

THEOS. H. OLIVER, } ATTENDU qu'en
Assistant-Procureur-Général } vertu des dispositions des statuts
suppléant. } de la province de Québec, il est entre autres choses décrété que le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, fixer par proclamation, les époques auxquelles les termes des tribunaux doivent être tenus dans tout district de la province, et peut de la même manière les changer.

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos de changer les époques de la tenue des différentes cours civiles dans et pour le district de Beauce.

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes, réglons et ordonnons qu'à partir du premier septembre prochain, 1904, les termes de la cour de circuit dans et pour le district de Beauce, seront tenus aux époques ci-dessous mentionnées, savoir :

La cour de circuit dans et pour le district de Beauce, à Saint-Joseph de Beauce, sera tenue les 20 et 21 de chacun des mois de janvier, février, mars, mai, juin, septembre, octobre, novembre et décembre, chaque année.

La cour de circuit dans et pour le comté de Dorchester, à Sainte-Hénéline, sera tenue le 14 mai et le 22 novembre, chaque année.

been ordained that the lieutenant governor may from time to time, fix by proclamation, the dates upon which the terms of the courts shall be held in every district of the province, and may in like manner alter such dates.

And whereas We have thought proper to change the dates of the holding of the various civil courts in and for the district of Beauce.

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of Our Province, We have ruled and ordered and by these presents, We do rule and order that from and after the first day of September next, 1904, the terms of the superior court in and for the district of Beauce shall be held on the dates undermentioned, to wit :

The superior court shall be held from the 16th to the 19th, both days inclusively, of the months of January, February, March, May, June, September, October, November and December of each year.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Québec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWENTY NINTH day of JULY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and four, and in the fourth year Our Reign.

By order,

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

2556

Canada,
Province of
Québec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION

THEOS. H. OLIVER, } WHEREAS in conformity with the
Acting Assistant Attorney- } provisions of the revised
General. } statutes of the province of Québec, it has among other things, been enacted, that the Lieutenant Governor may from time to time, fix by proclamation the dates on which the terms of the courts should be held in every district of the province, and may in the same manner alter the same.

AND WHEREAS We have thought proper to change the dates of the holding of the various civil courts in and for the district of Beauce.

THEREFORE, by and with the advice and consent of the Executive Council of Our province, We have ruled and ordered, and by these presents, do rule and order that from and after the first day of September next, 1904, the terms of the circuit court in and for the district of Beauce, shall be held at the dates mentioned underneath, to wit :

The circuit court in and for the district of Beauce, at Saint-Joseph de Beauce, shall be held on the 20th and 21st of each of the months of January, February, March, May, June, September, October, November and December of every year.

The circuit court in and for the county of Dorchester, at Sainte-Hénéline, shall be held on the 14th of May and on the 22nd of November of every year.

La cour de circuit dans et pour le comté de Beauce, à Saint-Vital de Lambton, sera tenue les 23 janvier, juin et septembre, chaque année.

La cour de circuit dans et pour le comté de Lac Mégantic, au village de Mégantic, sera tenue les 25 janvier, juin et septembre, chaque année.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

2579 Sous-secrétaire de la province.

Canada,
Province de
Québec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

À tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

L. J. CANNON, } **A**TTENDU qu'en
Assistant-Procureur-Général } vertu des dispositions des statuts
refondus de la province de Québec, il est entre autres choses décrété que le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, fixer par proclamation, les époques auxquelles les termes des tribunaux doivent être tenus dans tout district de la province, et peut de la même manière les changer.

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos de changer les époques de la tenue des différentes cours civiles dans et pour le district de Montmagny.

À CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes, réglons et ordonnons qu'à partir du premier septembre prochain, 1904, les termes de la cour de circuit dans et pour le district de Montmagny, seront tenus aux époques ci-dessous mentionnées, savoir :

La cour de circuit pour le district de Montmagny, siégeant en la ville de Montmagny, sera tenue les 2, 3, 4 et 5 des mois de février, mars, avril, mai, juin, octobre, novembre et décembre, chaque année, avec préséance pour les deux derniers jours de ces termes sur la cour supérieure qui aura préséance pour les autres jours, sur la cour de circuit.

La cour de circuit pour le comté de Bellechasse, à Saint-Raphaël, sera tenue le premier jour des mois de février, avril et octobre, chaque année.

La cour de circuit pour le comté de l'Islet, à Saint Jean Port Joli, sera tenue le sixième jour des mois de février, avril et octobre, chaque année.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner,

The circuit court in and for the county of Beauce, at Saint Vital de Lambton, shall be held on the 23rd of January, June and September of every year.

The circuit court in and for the county of Lake Mégantic, at the village of Mégantic, shall be held on the 25th of January, June and September of every year.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWENTY NINTH day of JULY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and four, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

2580 Deputy Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Québec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

L. J. CANNON, } **W**HEREAS in conformity with the
Assistant Attorney General. } provisions of the revised
statutes of the province of Québec, it has among other things, been enacted, that the Lieutenant Governor may from time to time, fix by proclamation the dates on which the terms of the courts should be held in every district of the province, and may in the same manner alter the same.

AND WHEREAS We have thought proper to change the dates of the holding of the various civil courts in and for the district of Montmagny.

THEREFORE, by and with the advice and consent of the Executive Council of Our province, We have ruled and ordered, and by these presents, do rule and order that from and after the first day of September next, 1904, the terms of the circuit court in and for the district of Montmagny, shall be held at the dates mentioned underneath, to wit :

The circuit court in and for the district of Montmagny, sitting in the town of Montmagny, shall be held on the 2nd, 3rd, 4th and 5th of each of the months of February, March, April, May, June, October, November and December of every year, with precedence for the last two days of these terms, over the superior court which shall have the precedence for the other days over the circuit court.

The circuit court for the county of Bellechasse, at Saint Raphaël, shall be held on the first day of the months of February, April and October of every year.

The circuit court for the county of l'Islet, at Saint Jean Port Joli, shall be held on the sixth day of the months of February, April and October of every year.

Of all which Our loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby

sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

2581

Canada, Province de Québec. [L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

L. J. CANNON, *Assistant-Procureur-Général.* ATTENDU qu'en vertu des dispositions des statuts refondus de la province de Québec, il est entre autres choses décrété que le lieutenant gouverneur peut, de temps à autre, fixer par proclamation, les époques auxquelles les termes des tribunaux doivent être tenus dans tout le district de la province, et peut de la même manière les changer.

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos de changer les époques de la tenue des différentes cours civiles dans et pour le district de Montmagny.

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes, réglons et ordonnons qu'à partir du premier septembre prochain 1904, les termes de la cour supérieure dans et pour le district de Montmagny, seront tenus aux époques ci-dessous mentionnées, savoir :

La cour supérieure sera tenue les 2, 3, 4 et 5 des mois de février, mars, avril, mai, juin, octobre, novembre et décembre, chaque année, la cour de circuit ayant la préséance les deux derniers jours de ces termes sur la cour supérieure qui aura préséance pour les autres jours sur la cour de circuit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

2583

required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWENTY NINTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and four, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

Deputy provincial secretary.

2582

Canada, Province of Québec. [L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

L. J. CANNON, *Assistant Attorney General.* WHEREAS in conformity with the provisions of the revised statutes of the province of Québec, it has among other things, been enacted, that the Lieutenant Governor may from time to time, fix by proclamation the dates on which the terms of the courts should be held in every district of the province, and may in the same manner alter the same.

AND WHEREAS We have thought proper to change the dates of the holding of the various civil courts in and for the district of Montmagny.

THEREFORE, by and with the advice and consent of the Executive Council of Our province, We have ruled and ordered, and by these presents, do rule and order that from and after the first day of September next, 1904, the terms of the superior court in and for the district of Montmagny.

The superior court shall be held on the 2nd, 3rd, 4th and 5th of the months of February, March, April, May, June, October, November and December of every year, the circuit court having precedence on the two latter days of these terms over the superior court which shall have precedence over the circuit court for the other days of the terms.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable Sir LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWENTY NINTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and four, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN.

Deputy Provincial Secretary.

2584

Canada,
Province de }
Québec. }
(L. S.)

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION

L. J. CANNON, } **A**TTE^ND^U, que
Assistant Procureur Général. } dans et par un acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du Règne de Sa Majesté la Reine Victoria et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est, entre autres choses, décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand Sceau de la province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants;" ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Saguenay, dans le district de Saguenay, dans Notre province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Royer".

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande. Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale, établissons en un canton, sous le nom de canton "Royer," cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Saguenay, dans le dit district de Saguenay, dans Notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable S. N. Parent, Notre Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, dans Notre dite Province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province, savoir :

Le canton "Royer" situé dans le comté de Saguenay, sur la côte nord du Golfe Saint-Laurent, est borné au nord par le canton Cannon, (projeté), au sud par le canton DeMonto, à l'est par le Golfe Saint-Laurent, et à l'ouest par la rivière Grande Trinité, son périmètre peut être décrit comme suit, savoir :

Partant du coin nord-est du dit canton DeMonto qui est aussi le coin sud-est du dit canton Royer, la limite nord du dit canton DeMonto dont la direction est ouest astronomique sur une longueur de sept cent deux (702) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la rive gauche de la rivière Grande Trinité; de là, cette rive, en remontant la rivière jusqu'à l'intersection de la limite nord du dit canton Royer, devant être tirée dans la direction de l'ouest astronomique à partir d'un point sur la rive du Golfe Saint-Laurent, et situé à quarante (40) chaînes au sud de la rive droite de l'embouchure de la rivière Calumet; de là, cette dernière limite dans la direction de l'est astronomique et sur une longueur de huit cent soixante et douze (872) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la dite rive du Golfe Saint-Laurent; de là, enfin, cette dernière rive dans une direction générale sud, jusqu'au point du départ.

Toutes les îles de la partie de la rivière Grande Trinité qui borne à l'ouest le territoire ci-haut décrit, sont comprises dans le territoire du dit canton.

Le dit territoire ainsi délimité y compris les dites îles, a une superficie de soixante et un mille trois cents (61,300) acres, plus ou moins, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature

Canada
Province of }
Quebec. }
(L. S.)

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION

L. J. CANNON, } **W**HEREAS, in and
Assistant Attorney General. } by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intituled : "An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the Government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things, enacted that "the Lieutenant Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof;" AND WHEREAS We have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of Saguenay, in the district of Saguenay in Our Province of Quebec, into a township under the name of the township "Royer".

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, We do constitute into a township, under the name of township "Royer", the said extent of Our wild lands, situate and being in the said county of Saguenay, in the said district of Saguenay, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable S. N. Parent, Our Minister of Lands, Mines and Fisheries, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

The township "Royer," situated in the county of Saguenay, on the north shore of the Gulf of the Saint Lawrence, is bounded on the north by the township "Cannon," (projected), on the south by the township of DeMonto, on the east by the Gulf of Saint Lawrence, and on the west by the river Grande Trinité, its perimeter may be described as follows, to wit :

Starting from the north east corner of the said township DeMonto which is also the south west corner of the said township Royer, the northern boundary of the said township DeMonto the direction of which is astronomically west on a length of seven hundred and two (702) chains, more or less, as far as the left bank of the river Grande Trinité; from thence, this bank, in ascending the river to the intersection of the northern boundary of the said township Royer, to be drawn in the direction astronomically west, to start from a point on the shore of the Gulf of the Saint Lawrence, and situated at forty chains (40) to the south of the right bank of the mouth of the river Calumet; from there, this latter boundary in the direction astronomically east, and on a length of eight hundred and seventy two (872) chains, more or less, as far as the said shore of the Gulf of the Saint Lawrence; from there, lastly, this latter shore in a direction generally south, to the point of departure.

All the islands of that part of the river Grande Trinité which bounds the above described territory to the west are included in the territory of the said township.

The said territory thus bounded, including the said islands, has a superficies of sixty one thousand three hundred (61,300) acres, more or less, such as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and

et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres, Mines et Pêcheries.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le PREMIER jour du mois de SEPTEMBRE prochain, 1904, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle sera et demeurera, à compter du dit PREMIER jour du mois de SEPTEMBRE prochain, 1904, un canton sous le nom du canton "Royer," à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton "Royer," comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

2585

Canada
Province de }
Québec. }

(L. S.)

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le QUINZIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le QUINZIEME jour du mois d'AOUT mil neuf cent quatre, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SAUVEZ MAINTENANT QUE pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commolité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-QUATRIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos

in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands, Mines and Fisheries.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the FIRST day of the month of SEPTEMBER next, 1904, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said FIRST day of the month of SEPTEMBER next, 1904, a township under the name of the township "Royer," for all instants and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township "Royer," as aforesaid.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these

Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, the TWENTY-NINTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and four, and in the fourth year of Our Reign.

By Command

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

2586

Canada,
Province of }
Québec. }

[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the FIFTEENTH day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and four, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the FIFTEENTH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and four, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY FOURTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused

présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce TROISIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.
Québec.

2163

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émisées sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-sixième jour de juillet 1904, incorporant MM. Vivian Burrill, manufacturier; J. B. Beaudry Leman, ingénieur civil, Adolphe Héon, manufacturier, William B. Hickey, commis, tous de la ville de Shawinigan Falls, et Alexandre O. Bureau, commis, de Burrill's Siding, pour les fins suivantes, savoir: de se porter acquéreur de la manufacture de A. Heon & Cie, située à Shawinigan Falls, comprenant toutes machineries, fonds de commerce, outils, bois brut et bois manufacturé; de continuer l'exploitation de la susdite manufacture au profit de cette présente compagnie, de continuer tous les contrats pris et exploités par la susdite société A. Heon & Cie; d'acheter de Vivian Burrill; tous immeubles ayant rapport avec la dite manufacture et comprenant les trois lots suivants, décrits comme étant les subdivisions officiels numéros quatre cent soixante-huit, quatre cent soixante-neuf et quatre cent soixante-dix, du lot cadastral numéro six cent vingt-huit (628-468-469-470), de la paroisse de Sainte-Flore—avec les bâtisses dessus érigées; de construire, manufacturer, entreprendre, commercer et vendre comme contracteurs généraux, manufacturiers et commerçant tous matériaux de construction, de posséder, acquérir, construire et entreprendre la construction de moulins et de manufactures et de les faire mouvoir par chevaux-vapeur, électricité ou toute autre force motrice convenable, de posséder, acquérir et vendre des terrains, bâtisses, toutes espèces de meubles et immeubles du ressort de la dite compagnie; d'agir comme agents pour les personnes engagées dans le même commerce ou dans un commerce analogue, dans une ou toutes ses parties, sous le nom de "The Shawinigan Construction Company" (La Compagnie de Construction de Shawinigan), avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-huitième jour de juillet 1904.

2539

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

Québec, 29 juillet 1904.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 28 juillet 1904, d'autoriser le transfert en faveur de Louis Racicot, notaire public, demeurant et pratiquant au village de Boucherville, dans le comté de Chambly, des minutes, répertoire et index de feu Louis Normandin et Jules Normandin, en leur vivant, notaires publics, résidant et

these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this THIRD day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and four, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

2164

Government Notice

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of July, 1904, incorporating Messrs. Vivian Burrill, manufacturer, J. B. Beaudry Leman, civil engineer, Adolphe Héon, manufacturer, William B. Hickey, clerk, all of the town of Shawinigan Falls and Alexandre O. Bureau, clerk, of Burrill's Siding, for the following purposes, to wit: To acquire the manufactory of A. Heon & Co., situate at Shawinigan Falls, comprising all the machinery, stock in trade, tools, lumber both rough and manufactured; to continue the working of the said factory for the profit and advantage of the present company, to continue all contracts taken and carried on by the said firm A. Héon & Co.; to purchase from Vivian Burrill all immoveables having connection with the said factory and comprising the three following lots, described as being the official subdivisions, numbers four hundred and sixty eight, four hundred and sixty nine and four hundred and seventy, of the cadastral lot number six hundred and twenty eight (628-468-469-470), of the parish of Sainte Flore—together with the buildings thereon erected, to construct manufacture, contract, trade and sell as general contractors, manufacturing and commercial, all building material, to possess, acquire, construct, and contract for the construction of mills and factories and to work them by horse power, steam, electricity or any other suitable motive power to possess, acquire and sell lands buildings, all kinds of moveables and immoveables connected with the said company, to act as agents for persons engaged in the same business or in a similar business in one or in all its branches, under the name of "The Shawinigan Construction Company," (La Compagnie de Construction de Shawinigan), with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty eighth day of July, 1904.

2540

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

Québec, 29th July, 1904.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 28th of July, 1904, to authorize the transfer in favor of Louis Racicot, notary public, residing and practicing in the village of Boucherville, in the county of Chambly, of the minutes, repertory and index of the late Louis Normandin and Jules Normandin, in their life time

pratiquant au village de Boucherville, le tout conformément aux dispositions du notariat.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

2551

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Pamphile Laplante, notaire public, demeurant et pratiquant en la paroisse de Saint-Stanislas de Kostka, comté et district de Beauharnois, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Jean-Baptiste Laplante, en son vivant pratiquant au même endroit, conformément aux dispositions du code du notariat.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

2403.3

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, à division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne

notaries public, residing and practicing in the village of Boucherville, in conformity with the provisions of the notarial code.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

2552

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Pamphile Laplante, notary public, residing and practicing in the parish of Saint Stanislas de Kostka, county and district of Beauharnois, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Jean Baptiste Laplante, in his lifetime notary practicing at the same place, in virtue of the provisions of the notarial code.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary.

2404

EXTRACTS OF THE RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public

doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés ; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2541

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

1 Bills privés

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2542

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, etc. de, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'aurent pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, soit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

2543

Greffier de l'Assemblée Législative.

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill in the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

2544

Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2191.

Dame Angéline Marcotte, de Montréal, épouse commune en biens de Fortunat Matard, sculpteur, du même lieu, Demanderesse;

vs.

Le dit Fortunat Matard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 3 août 1904.

2587

Dame Adéline *alias* Claudia Lacasse, épouse d'Ovide Papineau, agent, des cité et district de Montréal, actionne son dit époux en séparation de corps et de biens. Montréal, 3 août 1904. N. U. Lacasse, avocat.

2575

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2191.

Dame Angéline Marcotte, of Montreal, wife common as to property of Fortunat Matard, sculptor, of the same place, Plaintiff;

vs.

The said Fortunat Matard, Défendeur.
An action for separation as to property has been instituted, this day.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 3rd August, 1904.

2583

Dame Adéline *alias* Claudia Lacasse, wife of Ovide Papineau, agent, of the city and district of Montreal, sues her said husband in separation as to bed and property. Montreal, 3rd August, 1904. N. U. Lacasse, attorney.

2576

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dame Adéla Collerette, épouse commune en biens
de Cléophas Lalongé, menuisier, de la ville de
Saint-Louis, district de Montréal, dûment auto-
risée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Cléophas Lalongé, menuisier, de la ville de Saint-
Louis, dit district, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le deuxième jour de juin 1904.

BISAILLON & BROSSARD,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 25 juillet 1904. 2497.2

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 115.

Dame Clarinda Tétreault, de la paroisse de Sainte-
Madeleine, district de Saint-Hyacinthe, épouse
commune en biens de Adélar Lucier, commer-
çant, du même lieu, dûment autorisée à ester en
justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Adélar Lucier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
ce jour, en cette cause.

V. ERNEST FONTAINE,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 26 juillet 1904. 2515.2

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
Dame S. Daignault, épouse de Victor Garceau, de
la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, dit dis-
trict, huissier, Demanderesse ;

vs
Victor Garceau suadit, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée,
ce jour.

MORRISON & JOHNSON,
Procureurs de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 2 juin 1904. 2425.3

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4549.

Dame Cornélie Giguère, de la paroisse de Saint-
Robert, dans le district de Richelieu, dûment auto-
risée à ester en justice, a, ce jour, poursuivi en
séparation de biens, son époux, Ovide Dupré, cul-
tivateur, du même lieu.

C. J. C. WURTELE,
Avocat de la demanderesse.
Sorel, 16 juillet 1904. 2445.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2111.

Dame Marie Pacifique Faillé, des cité et district de
Montréal, épouse commune en biens de J.-Léan-
dre Racicot, marchand, du même lieu, Demanderesse ;

vs
Le dit J.-Léandre Racicot, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée,
ce jour, en cette cause.

OHS-HECTOR LAVALLEE,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 11 juillet 1904. 2365.4

Adéla Lemieux, de la cité de Saint-Hyacinthe,
épouse de Louis-Anthime Plante, commerçant, du
même lieu, a pris, aujourd'hui, contre son mari,
une action en séparation de biens, devant la cour
supérieure siégeant en ce district de Saint-Hya-
cynthe.

BEAUCHEMIN & ROY,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 30 juin 1904. 2267.5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Dame Adéla Collerette, wife common as to pro-
perty of Cléophas Lalongé, joiner, of the town of
Saint Louis, district of Montreal, duly authorized
to ester en justice, Defendant.

vs
Cléophas Lalongé, joiner, of the town of Saint
Louis, district of Montreal, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this case, on the second day of June,
1904.

BISAILLON & BROSSARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 25th July, 1904. 2498

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 115.

Dame Clarinda Tétreault, of the parish of Sainte
Madeleine, district of Saint Hyacinth, wife com-
mon as to property of Adélar Lucier, trader, of
the same place, duly authorized à ester en justice,
Plaintiff ;

vs
The said Adélar Lucier, Defendant.
An action for separation as to property has been,
this day, instituted in this cause.

V. ERNEST FONTAINE,
Attorney for plaintiff.
Saint Hyacinth, 26th July, 1904. 2516

Province of Quebec, }
District of Terrebone. } *Superior Court.*
Dame S. Daignault, wife of Victor Garceau, of the
parish of Sainte Agathe des Monts, said district,
bailiff, Plaintiff ;

vs
Victor Garceau, above mentioned, Defendant.
An action for separation as to property has, this
day, been instituted.

MORRISON & JOHNSON,
Attorneys for plain iff.
Sainte Scholastique, 2nd June, 1904. 2426

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 4549.

Dame Cornélie Giguère, of the parish of Saint
Robert, in the district of Richelieu, duly author-
ized thereto, has, this day, instituted an action for
separation of property from her husband, Ovide
Dupré, yeoman, of the same place.

C. J. C. WURTELE,
Attorney for plaintiff.
Sorel, 16th July, 1904. 2446

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2111.

Dame Marie Pacifique Faillé, of the city and dis-
trict of Montreal, wife common as to property of
J. Léandre Racicot, merchant, of the same place.
Plaintiff ;

vs
The said J. Léandre Racicot, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted, this day, in this cause.

OHS-HECTOR LAVALLEE,
Attorney for plaintiff
Montreal, 11th July, 1904. 2266

Adéla Lemieux, of the city of Saint Hyacinth,
wife of Louis Anthime Plante, trader, of the same
place, has, this day, instituted against her husband,
an action in separation as to property, before the
superior court sitting in this district of Saint Hya-
cynth.

BEAUCHEMIN & ROY,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinth, 30th June, 1904. 2268

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2058.

Dame Scholastique Bibaud, du village de la Côte des Neiges Ouest, district de Montréal, épouse commune en biens de Alfred Boudrias, des mêmes lieux, mais résidant actuellement à Saint-François de Sales, rentier, dûment autorisée,
Demanderesse ;

vs
Le dit Alfred Boudrias, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse.
CINQ-MARS & CINQ-MARS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 23 juin 1904. 2287.5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2058.

Dame Scholastique Bibaud, of the village of Côte des Neiges Ouest, district of Montreal, wife common as to property of Alfred Boudrias, of same place, but actually residing in the parish of Saint François de Sales, gentleman, duly authorized,
Plaintiff ;

vs
The said Alfred Boudrias, Defendant.
An action for separation of property was instituted, this day, by plaintiff.
CINQ-MARS & CINQ-MARS,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 23rd June, 1904. 2288

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 187.

Dans l'affaire de Isidore Docks, de Montréal, commerçant, Failli.
Avis est par le présent donné que le dit Isidore Docks a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, Montréal.

J. WILFRID MICHAUD,
Député gardien provisoire.
Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 29 juillet 1904. 2533

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Hormidas Carignan, commerçant, de la paroisse de Saint-Maurice, Failli.
Avis est donné que le soussigné a, ce jour, été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit H. Carignan, qui a fait une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

F. X. GIROUX,
Curateur.
Trois-Rivières, 29 juillet 1904. 2549

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 167.

In re E. C. Mount & Co. et Mount Bros., Westmount, Faillis.
Avis est donné que nous avons préparé un premier bordereau de dividende, lequel sera payable à notre bureau, No 2, Place d'Armes, Montréal, le vingt-troisième jour d'août 1904.

LAMARCHE & BENOIT,
Curateurs-conjoints.
Montréal, 6 août 1904. 2589

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }

Re Louis Philippe Jasmin et Ernest Grenier, tous deux de la ville de Coaticook, dans le dit district, fabricants de voitures, et y faisant affaires en société sous les nom et raison de Jasmin & Grenier, Insolubles.

Avis est par les présentes donné que le 28 juillet 1904, les dits insolubles ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire dans le dit district.

J. ALFRED VEZINA,
Gardien provisoire.
ST PIERRE & VERRÉT,
Procureurs gardien provisoire.
Daté ce 30 juillet 1904. 2577

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 187.

In the matter of Isidore Docks, of Montreal, trader, Insolvent.
Notice is hereby given that the said Isidore Docks has, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

J. WILFRID MICHAUD,
Deputy provisional guardian.
Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 29th July, 1904. 2534

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

In the matter of Hormidas Carignan, trader, of the parish of Saint Maurice, Insolvent.
Notice is hereby given that by an order of the court, the undersigned has been, this day, appointed curator to the property of the said H. Carignan, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

F. X. GIROUX,
Curator.
Three Rivers, 29th July, 1904. 2550

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 167.

In re E. C. Mount & Co and Mount Bros., Westmount, Insolvents.
Notice is hereby given that we have prepared a first dividend sheet which dividend will be payable at our office, at No. 2, Place d'Armes, Montreal, on the twenty third day of August, 1904.

LAMARCHE & BENOIT,
Joint curators.
Montreal, 6th August, 1904. 2590

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }

Re Louis Philippe Jasmin and Ernest Grenier, both of the town of Coaticook, in said district, carriage makers, and there doing business in copartnership under the name and firm of Jasmin & Grenier, Insolvents.

Notice is hereby given that on the 28th day of July, 1904, the said insolvents made an abandonment of their property for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office in said district.

J. ALFRED VEZINA,
Provisional guardian.
ST PIERRE & VERRÉT,
Attorneys for provisional guardian.
Dated 30th July, 1904. 2578

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 No 74.

In re Dame Louise Roireau, des cité et district de Saint-Hyacinthe, veuve de feu Jean-Baptiste Bédard, ou son vivant manufacturier et commerçant, de la dite cité, Requérante-cession ;

et

Thomas Arthur Bédard, marchand de chaussures, de la dite cité de Saint-Hyacinthe, Cédant.

Avis est par le présent donné que le dit cédant a fait, ce jour, cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-Hyacinthe, à Saint-Hyacinthe.

V. ERNEST FONTAINE,
 Avocat du gardien provisoire.

Saint Hyacinthe, 29 juillet 1904. 2561

Avis est donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de Louis Paradis, de Québec, commerçant, insolvable.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
 Curateurs conjoints.

Québec, 2 août 1904. 2567

Avis est donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de L. A. Robitaille, de Québec, marchand-quincaillier, insolvable.

Les créanciers sont requis de produire leur réclamations dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
 Curateurs conjoints.

Québec, 2 août 1904. 2569

Province de Québec, }
 District de Pontiac. } *Cour Supérieure.*
 No 703.

In re J. O. Dazé, marchand tailleur, de Shawville, Failli.

Avis est donné que le vingt-huitième jour de juillet mil neuf cent quatre, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit J. O. Dazé, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

S. A. MACKAY,
 Curateur.

Shawville, 29 juillet 1904. 2535

Règles de Cour

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Dans la Cour Supérieure.*
 No 7264.

Sweetsburg, le 29 juillet 1904.

Présent :—L'Honorable M. le juge Lynch.

Alexander B. Rattray, Demandeur ;

vs

Robert H. Arthur, des ville et district de Montréal, et William W. Arthur, ci-devant du canton de Bolton (partie est), dans le district de Bedford, mais maintenant de lieux inconnus, tous deux ci-devant faisant affaires ensemble comme commerçants, en société, à Knowlton, dans le dit district de Bedford, sous les nom et raison de Arthur Brothers, Défendeurs ;

et

Wiley & Riley, Limited, et al, Tiers-saisias.

Vu la requête du demandeur et l'insolvabilité alléguée des défendeurs, il est ordonné que les

Province of Quebec, }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
 No. 74.

In re Dame Louise Roireau, of the city and district of Saint Hyacinth, widow of Jean Baptiste Bédard, in his lifetime of the said city, trader and manufacturer, Petitioner for assignment ;

vs

Thomas Arthur Bédard, of the said city of Saint Hyacinth, shoe trader, Insolvent debtor.

Notice is hereby given that the said insolvent debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Saint Hyacinth, at Saint Hyacinth.

V. ERNEST FONTAINE,
 Attorney for the provisional guardian.

Saint Hyacinth, 29th July, 1904. 2562

Notice is hereby given that the undersigned have been named joint curators in the matter of Louis Paradis, of Quebec, trader, insolvent.

The creditors are required to produce their claims within a delay of thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
 Joint curators,

Quebec, 2nd August, 1904.

Notice is hereby given that the undersigned have been named joint curators in the matter of L. A. Robitaille, of Quebec, hardware merchant, insolvent.

The creditors are required to produce their claims within a delay of thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
 Joint curators,

Quebec, 2nd August, 1904. 2570

Province of Quebec, }
 District of Pontiac. } *Superior Court.*
 No. 703.

In re J. O. Dazé, merchant tailor, of Shawville, Insolvent.

Notice is hereby given that on the twenty eighth day of July, one thousand nine hundred and four, by a judgment of the said court, the undersigned has been appointed curator to the estate of the said J. O. Dazé, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims, duly attested under oath, must be filed with me within thirty days from the date of the present notice.

S. A. MACKAY,
 Curator.

Shawville, 29th July, 1904. 2536

Rules of Court

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *In the Superior Court.*
 No. 7264.

Sweetsburg, the 29th July, 1904.

Present :—The Honorable Mr. Justice Lynch.

Alexander B. Rattray, Plaintiff ;

vs

Robert H. Arthur, of the city and district of Montreal, and William W. Arthur, heretofore of the township of Bolton (east part), in the district of Bedford, now of parts unknown, both heretofore carrying on business as traders together in co-partnership at Knowlton, in said district of Bedford, under the firm name and style of Arthur Brothers, Défendants ;

and

Wiley & Riley, Limited, et al, Garnishees.

Seeing the motion of said plaintiff and the alleged insolvency of the defendants, it is ordered that the

créanciers des dits défendeurs soit appelés par un avis à être publié deux fois en langues française et anglaise, dans la "Gazette Officielle de Québec", et que les dits créanciers soient requis de produire leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la dite "Gazette Officielle de Québec."

LEONARD & NOYES,
P. C. S.

2573

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Dans la Cour de Circuit.*
No 4960.

Sweetsburg, le vingt-sixième jour de juillet 1904.

Présent : l'Honorable M. le juge Lynch.

François *alias* Frank Bombardier, Demandeur ;

vs

Joseph Lavery, du canton de Sutton, dans le district de Bedford, Défendeur ;

et

Diverses parties, Opposantes.

Vu la requête du demandeur et l'insolvabilité alléguée du défendeur, il est ordonné que les créanciers du dit défendeur soient appelés par un avis à être publié deux fois en langues française et anglaise, dans la "Gazette Officielle de Québec," et que les dits créanciers soient requis de produire leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la dite "Gazette Officielle de Québec."

LEONARD & NOYES,
G. C. C.

2513.2

Licitation

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le seizième jour de juin 1904, dans une cause portant le No 2955 des records de la dite cour, où Grace Ella Tabb, est Demanderesse, et Maria Everett Tabb et autres, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, à savoir :

Ce lot de terre situé dans le quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, connu comme lot No 735, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, ensemble avec tous les droits et privilèges dans et sur le passage mitoyen voisin établi entre feu Horatio Nelson Tabb et John Kelly, sur la partie du lot No 736, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent, par acte d'accord passé devant D. E. Papineau et collègue, notaires publics, et portant la date 23 décembre 1856, et enregistré dans la division d'enregistrement de Montréal Est, le 30e jour d'octobre 1878, sous les Nos 2188 et 2192—avec les bâtisses et dépendances érigées sur les dites propriétés, et tous les droits mitoyens et autres ayant rapport.

La propriété ci-dessus décrite sera mise à l'enchère et adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, cour tenant de la cour supérieure, dans la chambre No 31, du palais de justice, de la cité de Montréal, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1904) ; sujette aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et toute opposition devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut par les parties, elles seront foreloses du droit de le faire.

F. S. MACLENNAN,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 6 août 1904.

2571

[Première publication, 6 août 1904.]

creditors of the said defendants be called in by two publications in the french and english languages, in the "Quebec Official Gazette", and that the said creditors do file their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present order in said "Quebec Official Gazette."

LEONARD & NOYES,
P. C. S.

2574

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *In the Circuit Court.*
No. 4960.

Sweetsburg, the twenty sixth day of July, 1904.

Present : The Honorable Mr. Justice Lynch.

François *alias* Frank Bombardier, Plaintiff ;

vs

Joseph Lavery, of the township of Sutton, in the district of Bedford, Defendant ;

and

Divers parties, Opposantes.

Seeing the motion of said plaintiff and the alleged insolvency of the defendant, it is ordered that the creditors of the said defendant be called in by two publications in the french and english languages, in the "Quebec Official Gazette," and that the said creditors do file their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present order in said "Quebec Official Gazette."

LEONARD & NOYES,
C. C. C.

2514

Licitation

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the sixteenth day of June, 1904, in a cause bearing No. 2955 of the records of said court, wherein Grace Ella Tabb, is Plaintiff, and Maria Everett Tabb and others, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

That certain lot of ground situate in the Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, and known as lot No. 735, on the official plan and book of reference of said ward, together with all and every the rights and privileges in, to and over an adjoining mitoyen passage established between the late Horatio Nelson Tabb and John Kelly, on part of lot No. 736, on the official plan and book of reference of said Saint Lawrence ward, by deed of agreement executed before D. E. Papineau and colleague, notaries public, and bearing date 23rd December, 1856, and registered in the registration division of Montreal East, on 30th October, 1878, under Nos. 2188 and 2192—with the buildings and dependencies erected on said properties, and all mitoyen and other rights connected therewith or thereto appertaining.

The property above described will be put up to auction and adjudged and sold to the last and highest bidder, at the sitting of the superior court in room No. 31, in the court house, in the city of Montreal, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next (1904) ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, and that all oppositions to the sale must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that all oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication on pain of being foreclosed.

F. S. MACLENNAN,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 6th August, 1904.

2572

[First published, 6th August, 1904.]

Ventes par le Sheriff—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **I** N RE L. S. PLAMONDON, Failli; et H. LAMARRE, Curateur.

Une ferme située à Durham Sud, portant le numéro onze cent vingt-huit (1128), aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Durham Sud—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue conformément à l'article 879 du code de procédure civile, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Fulgence de Durham, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1904, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 2 août 1904. 2621
[Première publication, 6 août 1904.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **I** N RE L. S. PLAMONDON, Insolvent; and H. LAMARRE, Curator.

A farm situate in South Durham, bearing number eleven hundred and twenty eight (1128), on the official plan and book of reference for the township of South Durham—with the buildings thereon erected.

To be sold in conformity to article 879 of the civil code of procedure, at the parochial church door of Saint Fulgence of Durham, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, 1904, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 2nd August, 1904. 2622
[First published, 6th August, 1904.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **H** ENRI ALEXANDRE H LARUE, Demandeur; contre JOSEPH GILBERT, fils de France, Défendeur, savoir :

Un terrain connu et désigné sous le numéro trente trois (33), du livre de renvoi et plan cadastral pour le huitième rang dans le canton de Metgermette Nord, comté de Beauce—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Zacharie de Metgermette Nord, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint Joseph, Beauce, 30 juillet 1904. 2559
[Première publication, 6 août 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **J** OSEPH ALFRED MORENCY, Demandeur; contre APPOLINAIRE SAINT-PIERRE, Défendeur, savoir :

Un emplacement situé en le village de la paroisse de Sainte-Marie de la Beauce, sur le chemin Royal et côté sud-ouest d'icelui, de quarante-cinq pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur et borné en front, au chemin Royal, en profondeur et sud-est à Joseph Alfred Morency, et nord-ouest à Joseph Morin—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; connu et désigné aux plan et livre officiels de renvoi du cadastre pour Sainte-Marie de la Beauce, comme faisant partie du numéro quatre cent quarante-deux (442). Sujet le dit emplacement aux clauses, charges et conditions mentionnées dans un acte de bail à rente foncière entre Joseph Morin et le dit Appolinaire Saint-Pierre, devant Thomas Lessard, notaire, le 12 novembre 1894.

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **H** ENRI ALEXANDRE H LARUE, Plaintiff; against JOSEPH GILBERT, son of France, Defendant, to wit :

A lot of land known and distinguished under the number thirty three (33), of the cadastral plan and book of reference for the eighth range in the township of Metgermette North, in the county of Beauce—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Zacharie de Metgermette North, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph Beauce, 30th July, 1904. 2560
[First published, 6th August, 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **J** OSEPH ALFRED MORENCY, Plaintiff; against APPOLINAIRE SAINT-PIERRE, Defendant, to wit :

A lot situate in the village of the parish of Sainte Marie de la Beauce, on the King's road, south west side thereof, of forty five feet in front by ninety feet in depth; and bounded in front by the King's road, in rear and on the south east by Joseph Alfred Morency, and on the north west by Joseph Morin—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies; known and described on the official plan and book of reference of the cadastre for Saint Marie de la Beauce, as forming part of number four hundred and forty two (442). Said lot subject to the clauses, conditions and charges set forth in a deed of lease on ground rent between Joseph Morin and the said Appolinaire Saint-Pierre, before Thomas Lessard, notary, on the 12th of November, 1894.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de la Beauce, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi.

JOS. POIRIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 12 juillet 1904. 2387.2
[Première publication, 16 juillet 1904.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.

Province de Québec, } DAME LORAIN
District de Beauharnois. } SYLVESTER, du
No 1023. } village de Huntingdon,
veuve de feu Donald McPhee, en son vivant gentilhomme, du même lieu, Demanderesse; vs. ALDERIC STANISLAS BEAUNE, du même lieu, dit district, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans le village de Huntingdon, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du dit village, sous le No 158—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un terrain situé dans le township de Godmanchester, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels, sous le No 38, du dit township—avec les bâtisses dessus construites.

3° Une terre sise et située dans le township de Godmanchester, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels du dit township, sous le No 39—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Huntingdon, MERCREDI, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 4 août 1904. 2547

[Première publication, 6 août 1904.]

FIERI FACIAS

Cour de Circuit.—District de Beauharnois.

Province de Québec, } JOSEPH M. GUIN-
District de Beauharnois. } DON ET AL, Deman-
No 3930. } deurs: contre LOUIS
SOUICIS, Défendeur.

Un terrain ou emplacement faisant partie du No sept cent quatre-vingt-deux (pt. 782), des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, contenance de trente-deux pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise; borné au sud-est par le No 827, au nord-est et au nord-ouest par le reste de cette partie du No 782, et au sud-ouest par le No 783—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Beauharnois, au palais de justice, en la ville de Salaberry de Valleyfield, LUNDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

PHILEMON LABERGE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 8 juillet 1904. 2349.2
[Première publication, 16 juillet 1904.]

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Marie de la Beauce, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at ONE of the clock in the afternoon.

JOSEPH POIRIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint-Joseph, Beauce, 12th July, 1904. 2388
[First published, 16th July, 1904.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauharnois.

Province of Quebec, } DAME LORAIN
District of Beauharnois. } SYLVESTER, of
No. 1023. } the village of Huntingdon,
widow of the late Donald McPhee, in his lifetime of the same place, gentleman, Plaintiff: vs. ALDERIC STANISLAS BEAUNE, of the same place, in the said district, Defendant.

1. A lot of land situate and being in the village of Huntingdon, known and distinguished on the official plan and book of reference of the said village, under the number 158—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land situated in the township of Godmanchester, known and distinguished on the official plan and book of reference, under the number 38, of the said township—with the buildings thereon erected.

3. A lot of land situate and being in the township of Godmanchester, known and distinguished on the official plan and book of reference of the said township, under the number 39—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint Joseph de Huntingdon, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 4th August, 1904. 2548

[First published, 6th August, 1904.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court.—District of Beauharnois.

Province of Quebec, } JOSEPH M. GUIN-
District of Beauharnois. } DON ET AL, Plain-
No. 3930. } tiffs; against LOUIS
SOUICIS, Defendant.

A lot or piece of land forming part of No. seven hundred and eighty two (pt. 782), of the official plan and book of reference of the town of Salaberry de Valleyfield, in the county of Beauharnois, containing thirty two feet in width by ninety feet in depth, english measure; bounded on the south east by No. 827, on the north east and north west by the remainder of that part of No. 782, and on the south west by No. 783—with the buildings thereon erected.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Beauharnois, in the court house, in the town of Salaberry de Valleyfield, on MONDAY, the TWENTY SECOND day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 8th July, 1904. 2350
[First published, 16th July, 1904.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cœur de Circuit.—District de Québec.

Chicoutimi, à savoir: } **L'HONORABLE JOSEPH**
No 583. } **SHEHYN**, de Québec,
marchand, Demandeur; vs **FIRMIN PARADIS**,
de Chicoutimi, Défendeur.

Un terrain ou emplacement de figure irrégulière, formant partie du lot numéro vingt-quatre (24), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la ville de Chicoutimi, de superficie inconnue, mais sur la profondeur qu'il y a depuis la rue Racine à aller à la rue du Havre, et sur la largeur qu'il y a depuis la maison actuellement occupée par Eugène Tremblay ou représentant, et connue sous le nom de "Maison de pension Gagnon", à aller à la clôture de M. Aubin, et borné comme suit: du côté nord-ouest par la clôture actuelle divisant les emplacements de MM. Aubin & Claveau, de celui présentement vendu, en front par la rue Racine, du côté sud-est par une ligne droite de la dite rue Racine à aller au coin sud-ouest de la dite maison de Eugène Tremblay ou représentant, et du coin nord-ouest de la dite maison en arrière d'icelle par une ligne qui partira du dit coin nord-ouest de la dite maison et courra jusqu'à la pointe sud-ouest du terrain du dit Firmin Paradis, et de ce point par le terrain du dit Firmin Paradis, jusqu'à la rue du Havre, et en profondeur par la dite rue du Havre—avec une étable dessus construite, circonstances et dépendances, avec aussi droit de mitoyenneté dans le mur en brique du côté ouest de la dite maison de Eugène Tremblay ou représentant, à partir de la première fenêtre vers la rue Racine, et dans tout le mur en brique du même côté; si le dit Eugène Tremblay ou représentant agrandi sa maison vers la rue Racine, avant que le dit défendeur ait bâti, le dit Eugène Tremblay ou représentant devra avoir le droit de mitoyenneté dans le mur sud-est de la maison qui sera construite par le défendeur.

Pour être vendu dans le bureau du sousigné, au palais de justice, en la ville de Chicoutimi, le **SEPTIEME** jour du mois de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 2 août 1904. 2563

[Première publication, 6 août 1904.]

MANDAT DE CURATEUR.

District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } **VITAL ELZEAR PARA-**
No 1068. } **DIS**, Curateur; contre
EDMOND VILLENEUVE, Failli.

Un emplacement formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquières, sous le numéro vingt et un A (21 A), du quatrième rang de ce canton, lequel mesurant cinquante pieds de largeur du sud au nord, sur cent cinquante pieds de profondeur de l'ouest à l'est, et est borné vers l'est par le terrain du vendeur Jean alias Johnny Brassard, et partie par le terrain de sieur Louis Villeneuve, vers l'ouest par une ruelle réservée par le vendeur et dont l'acquéreur aura l'usage à perpétuité lui-même et ses représentants pour communiquer de son terrain au chemin public, et vers le nord encore par une ruelle réservée par le vendeur et dont l'acquéreur aura l'usage de la même manière que celle ci-dessus mentionnée—avec les bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Québec.

Chicoutimi, to wit: } **THE HONORABLE**
No. 583. } **JOSEPH SHEHYN**,
of Québec, merchant, Plaintiff; vs. **FIRMIN PA-**
RADIS, of Chicoutimi, Defendant.

A lot of land or emplacement of irregular form, forming part of lot number twenty four (24), of the official plan and book of reference of the cadastre for the town of Chicoutimi, of unknown superficies, but of the depth there is from Racine street going to the street du Havre, and of the width there is from the house at present occupied by Eugène Tremblay or his representative, and known under the name of "Maison de pension Gagnon", going as far as Mr. Aubin's fence, and bounded as follows: on the north west by the fence now dividing the emplacements of Messrs Aubin and Claveau, from the one now sold, in front by Racine street, on the south east side by a straight line from the said Racine street going to the south west corner of the said house of Eugène Tremblay or his representative, and from the north west corner of the said house in rear thereof by a line which will start from the said north west corner of the said house, and run as far as the south west point of the land of the said Firmin Paradis, and from this point by the land of the said Firmin Paradis, as far as Havre street, and in depth by the said Havre street—with a stable thereon erected, circumstances and dependencies, with also the right of *mitoyenneté* in the brick wall on the west side of the said house of Eugène Tremblay or his representative, starting from the first window near Racine street, and in all the brick wall of same side; if the said Eugène Tremblay or his representative enlarges his house towards Racine street, before the said defendant shall have built, the said Eugène Tremblay or his representative, being entitled to have the right of *mitoyenneté* in the south east wall of the house which shall be built by the defendant.

To be sold in the office of the undersigned, in the court house, in the town of Chicoutimi, on the **SEVENTH** day of the month of **SEPTEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 2nd August, 1904. 2764

[First published, 6th August, 1904.]

CURATOR'S WARRANT.

District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } **VITAL ELZEAR PA-**
No. 1068. } **RADIS**, Curator;
against **EDMOND VILLENEUVE**, Insolvent.

A piece of land forming part of the lot known and described in the official cadastre of the township of Jonquières, under the number twenty one A (21 A), of the fourth range of this township, which measures one hundred and fifty feet in width from the south to the north, by one hundred and fifty feet in depth from the west to the east, and is bounded towards the east by the land of the vendor Jean alias Johnny Brassard, and partly by the land of Mr. Louis Villeneuve, towards the west by a lane reserved by the vendor and of which the purchaser shall have the use in perpetuity for himself and his representatives to communicate from his land to the public road, and towards the north also by a lane reserved by the vendor and of which the purchaser shall have the use in the same manner as the one above mentioned—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of

paroisse de Saint-Dominique de Jonquières, dans le dit canton, à ONZE heures de l'avant-midi, le HUITIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain.

O. BOSSÉ,
Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 2 août 1904. 2565
[Première publication, 6 août 1904.]

Saint Dominique de Jonquières, in the said township, at ELEVEN of the clock in the forenoon, of the EIGHTH day of the month of SEPTEMBER next.

O. BOSSÉ,
Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 2nd August, 1904. 2566
[First published, 6th August, 1904.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU MAIRE. FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Canada, }
Province de Québec, } **L A VILLE DE SAINT-**
District d'Iberville. } **JEAN**, corps politique
No 242. } et incorporé, ayant son siège
d'affaires dans la ville de
Saint-Jean, dans le district d'Iberville; contre
JOSEPH C. SAULNIER, manufacturier, ci-devant
de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, et
maintenant de la ville de Brockville, dans la province
d'Ontario, saisi, savoir :

Un lot de terre sis et situé au côté est de la rue Richelieu, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro quatre (No 4)—avec une bâtisse en briques servant ci-devant de manufacture de chapeaux de feutre, et autres bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. A distraire cependant du dit lot de terre une lisière de terrain de douze pieds de largeur, sur toute la longueur de la partie ouest du dit lot longeant la dite rue Richelieu, attendu que la dite lisière a été expropriée par la dite ville de Saint-Jean, pour les fins de l'élargissement de la dite rue Richelieu.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LS. MAYRAND,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 14 juillet 1904. 2363.2
[Première publication, 16 juillet 1904.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **D A M E SERAPHINE**
No 885. } **ACHIN**, de la ville de
Longueuil, district de Montréal, veuve de feu
Hubert Daignault, en son vivant du même lieu,
et al., Demandeurs *ès-qualité*; contre les terres et
tenements de PHILIAS BORDUAS, commerçant,
du même lieu, Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Longueuil, du côté nord-ouest de la rue Saint-Charles, contenant environ soixante pieds de front par quarante-vingt-trois pieds de profondeur, et étant le lot de terre connu sous le numéro treize, des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil; tenant en front à la rue Saint-Charles, en profondeur au

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

MAYOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Canada, }
Province of Quebec, } **THE TOWN OF SAINT-**
District of Iberville. } **JOHNS**, body politic
No. 242. } and corporate, having its
seat of business in the town
of Saint Johns, in the district of Iberville; against
JOSEPH C. SAULNIER, manufacturer, heretofore
of the town of Saint Johns, in the district of
Iberville, and now of the town of Brockville, in the
province of Ontario, seized, to wit :

A lot of land lying and situate on the east side of Richelieu street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number four (No. 4)—with a brick building heretofore used as a felt hat manufacture and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be withdrawn however of the said lot of land, a strip of ground of twelve feet in width on the whole length of the western part of the said lot along the said Richelieu street, whereas the said strip has been expropriated by the said town of Saint Johns, for the purpose of widening the said Richelieu street.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LS. MAYRAND,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 14th July, 1904. 2364
[First published, 16th July, 1904.]

Sheriff's Sales—Montréal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **D A M E SERAPHINE**
No. 885. } **ACHIN**, of the town of
Longueuil, district of Montreal, widow of late
Hubert Daignault, in his lifetime of the same place,
et al., Plaintiffs, *ès-qualité*; against the lands and
tenements of PHILIAS BORDUAS, trader, of the
same place, Defendant.

A lot situate in the town of Longueuil, on the north west side of Saint Charles street, containing about sixty feet in front by ninety feet in depth, and being the lot of land known under the number thirteen, of the official plan and book of reference of the village of Longueuil; bounded in front by Saint Charles street, in depth by lot official number four-

lot numéro officiel quatorze, du côté nord-est à la rue Saint-Etienne, et de l'autre côté au numéro officiel dix-huit—avec deux maisons en bois et autres bâties sus-érigées, et toutes servitudes attachées suivant titre à cet effet; à distraire un terrain de forme irrégulière, mesurant une superficie de mille quatre cent six pieds—avec une maison sus-érigée de 33 pieds de largeur en front sur la rue Saint-Etienne, et 39 pieds de largeur à l'arrière du terrain, par 33 pieds et 3 pouces de profondeur dans la ligne de division du côté du fleuve Saint-Laurent, et 32 pieds et demi de profondeur dans la ligne de division du côté de la rue Saint-Charles, le tout mesure arçhaïque, et appartenant à Dame Mathilde Dubé, épouse d'Alphonse Patenaude; tenant en front à la rue Saint-Etienne, en profondeur et du côté nord-ouest au lot numéro officiel 14, et de l'autre côté au résidu du numéro officiel 13, ainsi que le tout est défini et détaillé dans un plan fait par l'arpenteur Arthur Vincent, annexé à la minute de l'acte de vente par le dit défendeur à la dite Dame Patenaude, passé devant le notaire P. Brais, le 28 novembre 1898, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, le 12 décembre 1898, sous le No 27755.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND, Député Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal, 3 août 1904. 2595
[Première publication, 6 août 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA VILLE DE WEST-
No 15959. } MOUNT, corps incorporé,
ayant sa place d'affaires dans la ville de Westmount, dit district, Demanderesse; contre les terres et tenements de DAME BLANCHE LIONAIS, épouse séparée de biens de Charles E. Conrad, de la ville de Westmount, dit district, et le dit Charles E. Conrad, dans le but d'autoriser sa dite épouse, Défenderesse.

Un lot de terre situé dans la ville de Westmount, connu et désigné comme resubdivision numéro onze C, douze C et treize C, des numéros de subdivision onze, douze et treize, respectivement du lot deux cent huit (208), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, les dits trois lots contenant un front total de cinquante pieds de largeur et quarante-neuf pieds neuf pouces en arrière, sur une profondeur de deux cent cinq pieds onze pouces sur le côté nord-ouest, et deux cent pieds quatre pouces sur le côté sud-est, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front par l'avenue Claremont, en arrière par le lot 208-13 C, du côté nord-ouest par les lots 208-11 B, 12 B et 13 D, et du côté sud-est par les lots 208-19, 208-18, 208-17, sur le dit plan officiel.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND, Député Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal, 3 août 1904. 2591
[Première publication, 6 août 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ARTHUR D. ARCHAM-
No 9658. } BAULT, marchand-
tailleur, de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de J. J. MOORE, du Sault-au-Récollet, dit district, Défendeur.

1° Les droits du défendeur comme légataire en usufruit et grevé de substitution en vertu du testament de sa mère, Dame Elizabeth Myler, épouse en seconde noces de James Main, absent de la province de Québec, en date du 23 février 1903, devant M. Fahey, notaire, dans l'immeuble ci-après mentionné, savoir:

teen, on the north east side by Saint Etienne street, and on the other side by official number eighteen—with two wooden houses and other buildings thereon erected, and all servitudes attached according to title to that effect; to distract therefrom a lot of land of irregular shape, measuring an area of one thousand four hundred and six feet—with a house thereon erected of 33 feet in width in front on Saint Etienne street, and 39 feet in width in rear of the lot, by 33 feet and 3 inches in depth on the division line on the side of river Saint Lawrence, and 32 feet and a half in depth on the division line on the side of Saint Charles street, the whole english measure, and belonging to Dame Mathilda Dubé, wife of Alphonse Patenaude; bounded in front by Saint Etienne street, in depth and on the north west side by lot official number 14, and on the other side by the residue of official number 13, as the whole is defined and detailed on a plan made by the surveyor Arthur Vincent, annexed to the minute of the deed of sale by the said defendant to the said Dame Patenaude, passed before Mr. P. Brais, notary, on the 28th of November, 1898, registered in the registration office of the county of Chambly, on the 12th of December, 1898, under the No 27755.

To be sold at the parochial Church door of the parish of Saint Antoine de Longueuil, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

P. M. DURAND, Deputy Sheriff.
Sheriff's Office, Montréal, 3rd August, 1904. 2596
[First published, 6th August, 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE TOWN OF WEST-
No. 15959. } MOUNT, a body corporate,
having its place of business in the town of Westmount, said district, Plaintiff; against the lands and tenements of DAME BLANCHE LIONAIS, wife separate as to property of Charles E. Conrad, of the town of Westmount, said district, and the said Charles E. Conrad for the purpose of authorizing his said wife herein, Defendant.

A lot of land situated in the town of Westmount, known and designated as resubdivision number eleven C, twelve C and thirteen E, of the subdivision numbers eleven, twelve and thirteen respectively of lot two hundred and eight (208), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing said three lots a total frontage of fifty feet in width and forty-nine feet nine inches in rear, by a depth of two hundred and five feet eleven inches on the north west side, and two hundred feet four inches on the south east side, english measure, more or less; bounded in front by Claremont Avenue, in rear by lot 208-13 C, on the north west side by lot 208-11 B, 12 B and 13 D, and on the south east side by lots 208-19, 208-18, 208-17, on said official plan.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

P. M. DURAND, Deputy Sheriff.
Sheriff's Office, Montréal, 3rd August, 1904. 2592
[First published, 6th August, 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Montreal.

Montreal to wit: } ARTHUR ARCHAM-
No. 9658. } BAULT, merchant tailor,
of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of J. J. MOORE, of Sault au Recollet, in said district, Defendant.

1. The rights of defendant as usufructuary legatee and charged with a substitution under the testament of his mother, Dame Elizabeth Myler, wife in her second marriage of James Main, absent from the province of Quebec, dated the 23rd of February, 1903, before M. Fahey, notary, in the immovable hereinafter mentioned, to wit:

Un lot de terre situé dans le village du Sault-au-Récollet, comté d'Hochelega, district de Montréal—avec bâtisses y érigées; borné en front par le chemin du Roi, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, sous le No 219.

2° La faculté d'exercer le réméré des droits du défendeur comme légataire en usufruit et grevé de substitution en vertu du testament de Dame Elizabeth Myler, épouse en secondes nocces de James Main, absent de la province de Québec, en date du 23 février 1903, devant M. Fahey, notaire, la dite faculté de réméré régie par un acte de vente à réméré, en date du 27 juin 1904, devant E. Desaulniers, notaire, à Montréal, fait à Edouard C. Perkins, hôtelier, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, qui en est l'acquéreur sous condition résolutoire de cette faculté de réméré pour un terme de cinq ans dans les deux immeubles ci-après décrits, savoir :

Un emplacement sis et situé dans le quartier Saint Joseph, de la cité de Montréal, sur le côté sud-ouest de la rue Cathédrale—avec les bâtisses dessus-érigées, et composé de la moitié nord-est du lot connu et désigné sous le numéro (732), sept cent trente-deux, sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, mesurant la dite moitié nord-est 98 pieds de front sur 37 pieds de profondeur; bornée en front par la rue Cathédrale, en arrière par l'autre moitié sud-ouest du dit lot numéro 732, d'un côté par le lot numéro 731, et de l'autre côté par le lot numéro 733, tous les dits numéros des dits plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, ainsi que dans un autre lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Joseph, de la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus-érigées, formant le coin est des rues Saint-Jacques et Cathédrale, et étant la partie sud-est du lot connu et désigné sous le numéro 792, sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, savoir: toute la portion restant du dit lot après avoir distraint la lisière de terrain d'à peu près 30 pieds, mesure anglaise, en profondeur sur la rue Saint-Jacques, pour l'élargissement de cette dernière rue; bornée au nord-ouest par la partie nord-ouest du dit lot exproprié par la cité de Montréal, et formant partie de la rue Saint-Jacques, du côté sud-ouest par le lot numéro 791, du côté nord-est par le lot numéro 793, les dits deux numéros des susdits plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, et du côté sud-est par la rue Cathédrale.

Pour être vendus à mon^{de} bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

P. M. DURAND.

Bureau du Shérif,
Montréal, 3 août, 1904.

Député Shérif.
2597

[Première publication, 6 août 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **A VILLE DE SAINT-**
No 986. } **PAUL**, corporation léga-
lement constituée, ayant le siège de ses affaires dans
la ville de Saint-Paul, dans le district de Montréal,
Demanderesse; contre les terres et tenements de
WILLIAM D. B. SCOTT, de la cité et du district
de Montréal, Robert T. Scott, de Bath, dans l'état
de New-York, l'un des états-unis d'Amérique,
Henry S. Scott, de la cité de Toronto, dans la
province d'Ontario, Dame Alice Scott, épouse de
Richard A. Howall, et le dit Richard A. Howall, en
autant que besoin est pour autoriser son épouse à
ester en justice, de la ville de Kingston, dans la
Jamaïque, Dame Annie S. Scott, épouse de Harry
Walker, et le dit Harry Walker, en autant que
besoin est pour autoriser son épouse à ester en
justice, de Yonkers, dans le dit état de New-York,

1. A lot of land situated in the village of Sault au Recollet, in the county of Hochelega, district of Montreal—with buildings thereon erected; bounded in front by the King's highway, known and described on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Recollet, under the number 219.

2. The power to exercise the redemption (le réméré) of the rights of the Defendant as usufructuary legatee and charged with a substitution with the testament of Dame Elizabeth Myler, wife in her second marriage of James Main, absent from the province of Quebec, dated the 23rd February, 1903, before M. Fahey, notary, the said right of redemption being regulated by a deed of sale à réméré, dated the 27th June, 1904, before E. Desaulniers, notary, at Montreal, made to Edward C. Perkins, hotel keeper, of the town of St Louis, district of Montreal, who is the purchaser under the resolatory condition of this power of redemption for a period of five years in the two immoveables hereinafter described, to wit :

A lot situated and being in Saint Joseph ward, in the city of Montreal, on the south west side of Cathedral street—with the buildings thereon erected, and consisting of the north east half of the lot known and distinguished under the number seven hundred and thirty two (732), on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, the said north east half measuring 98 feet in front by 37 feet in depth; bounded in front by Cathedral street, in rear by the other south west half of the said lot number 732, on one side by the lot number 731, and on the other side by the lot number 733, all the said numbers of the said official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward, as well as in another lot of land situate and being in Saint Joseph ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected, forming the east corner of the Saint Jacques and Cathédrale streets, and being the south east part of the lot known and described under the number 792, on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, to wit: all the portion remaining of the said lot after having deducted the strip of ground of about thirty feet, english measure, in depth on Saint James street, for the widening of the said last mentioned street; bounded on the north west by the north west portion of the said lot expropriated by the city of Montreal, and forming part of Saint James street, on the south west side by the lot number 791, on the north east side by the lot number 793, the said two numbers of the above mentioned official plan and book of reference of Saint-Antoine ward, and on the south east side by Cathedral street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TWO of the clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office,

Montreal, 3rd August, 1904.

[First published, 6th August, 1904.]

Deputy Sheriff.

2598

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE TOWN OF SAINT**
No. 986. } **PAUL**, a body politic
and corporate, having its place of business in the
town of Saint Paul, in the district of Montreal, Plain-
tiff; against the lands and tenements of **WILLIAM**
D. B. SCOTT, of the city and district of Montreal,
Robert T. Scott, of Bath, in the state of New
York, one of the united states of America, Henry
S. Scott, of the city of Toronto, in the province of
Ontario, Dame Alice Scott, wife of Richard A.
Howall, and the said Richard A. Howall in so far
as need be to authorize his said wife to appear in
judicial proceedings, of the town of Kingston, in
Jamaica, Dame Annie S. Scott, wife of Harry
Walker, and the said Harry Walker in so far as
need be to authorize his wife to appear in judicial
proceedings, of Yonkers, in the said state of New

Demaiselles Jeannette E. Scott, Harriet B. Scott, Marion G. Scott, Francis L. Scott, toutes filles majeures et usant de leurs droits, de Yonkers, dans le dit état de New-York, Défendeurs.

Saisis comme appartenant et en la possession des dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir :

1° Un lot de terre sis et situé dans la ville de Saint-Paul, dans le district de Montréal, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro quatre mille cent trois (4103); borné en front par l'avenue de l'église—sans bâtisses.

2° Un lot de terre sis et situé au même lieu, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro quatre mille cent quatre (4104); borné en front par l'avenue de l'Eglise—sans bâtisses.

3° Un lot de terre sis et situé au même lieu, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro quatre mille cent dix-neuf (4119); borné en front par l'avenue Galt—sans bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Député Shérif.

Bureau du Shérif,
Montréal, 13 juillet 1904.

2385.2

[Première publication, 16 juillet 1904.]

York, Misses Jeannette E. Scott, Harriet B. Scott, Marion G. Scott, Francis L. Scott, all spinsters, in the enjoyment of their rights, of Yonkers, in the said state of New York, Defendants.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendants, the following immoveables, to wit :

1. A lot of land situate and being in the town of Saint Paul, district of Montreal, known and described on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number four thousand one hundred and three (4103); bounded in front by l'avenue de l'Eglise—without any buildings.

2. A lot of land situate and being at the same place, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number four thousand one hundred and four (4104); bounded in front by l'avenue de l'Eglise—without any buildings.

3. A lot of land situate and being at the same place, known and described on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number four thousand one hundred and nineteen (4119); bounded in front by l'avenue Galt—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,

Montreal, 13th July, 1904.

2386

[First published, 16th July, 1904.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieur—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **O LIVIER FAUCHER**, des No 875. } cité et district de Montréal, marchand, faisant affaires sous les nom et raison de J.-B. DORE & FILS, Demandeur; contre WILLIAM ROUTLIFFE et EDWARD ROUTLIFFE, tous deux du canton de Hull, dans le district d'Ottawa, Défendeurs, à savoir :

Lot seize F 1 (16 F 1) dans le quatrième rang du canton de Hull, dans le district d'Ottawa, contenant environ quatre acres, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Shérif.

Bureau du Shérif,
Hull, 13 juillet 1904.

2383.2

[Première publication, 16 juillet 1904.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **JEAN-BAPTISTE GAGNE**, No 435. } FILS, Demandeur; vs. GEORGES L. SENEAL, Défendeur.

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **O LIVIER FAUCHER**, of the No. 875. } city and district of Montreal, merchant, doing business under the name and style of J. B. DORE & SON, Plaintiff; against WILLIAM ROUTLIFFE and EDWARD ROUTLIFFE, both of the township of Hull, in the district of Ottawa, to wit :

Lot sixteen F 1 (16 F 1), in the fourth range of the township of Hull, in the district of Ottawa, containing about four acres, according to the official plan and book of reference for said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff.

Sheriff's Office,
Hull, 13th July, 1904.

2384

[First published, 16th July, 1904.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Circuit Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **JEAN BAPTISTE GAGNE**, No. 435. } JUNIOR, Plaintiff; vs GEORGES L. SENEAL, Defendant.

1° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Sophie, étant le lot numéro deux cent trente-sept (No 237), et partie du lot numéro deux cent trente-huit (pt. No 238), du cadastre officiel de la ville de Sorel; tenant devant à la dite rue Sophie, en profondeur à la rue Provost, d'un côté à la rue Guévremont, et d'autre côté à partie du lot No 283—avec les bâtisses dessus érigées.

2° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Provost, étant le lot numéro cent quarante et un (No 141), du cadastre officiel de la ville de Sorel—circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le SEIZIEME jour du mois d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif, Shérif.
Sorel, 14 juillet 1904. 2393-2
[Première publication, 16 juillet 1904.]

1. A piece of land situate in the city of Sorel, on Sophia street, being lot number two hundred and thirty seven (No. 237), and part of lot number two hundred and thirty eight (pt No. 238), of the official cadastre of the town of Sorel; bounded in front by the said Sophia street, in rear by Provost street, on one side by Guévremont street, and on the other side by part of lot No. 283—with the buildings thereon erected.

2. A piece of land situate in the city of Sorel, on Provost street, being lot number one hundred and forty one (No. 141), of the official cadastre of the town of Sorel—circumstances and dependencies.

To be sold in the office of the sheriff of the district of Richelieu, in the court house, in the city of Sorel, on the SIXTEENTH day of the month of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 14th July, 1904. 2394
[First published, 16th July, 1904.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et eux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: } FRANCOIS XAVIER
No 1465. } GAGNON, Demandeur; vs ZEPHIRIN HARVEY, Défendeur.

Une terre située dans le cinquième rang du canton Settrington, dans la paroisse de St Hilarion, et désignée sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la dite paroisse, sous le numéro deux B (2B) du dit rang—sans bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint Hilarion, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

ELIE MALTAIS,

Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 1er août 1904. 2557
[Première publication, 6 août 1904.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } FRANCOIS XAVIER
No. 1465. } GAGNON, Plaintiff; vs ZEPHIRIN HARVEY, Defendant.

A lot of land situated in fifth range of the township of Settrington, in the parish of Saint Hilarion, and designated on the plan and book of reference of the official cadastre of the said parish, under the number two B (2 B), of the said range—without buildings.

To be sold at the church door of Saint Hilarion, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's Office, Sheriff.
Malbaie, 1st August, 1904. 2558
[First published, 6th August, 1904.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.

Canada, } IN RE L. S. PLA-
Province de Québec, } MONDON, Failli;
District d'Arthabaska. } et H. LAMARRE,
No 179. } Curateur.

1° Un terrain situé en la ville d'Acton, comté de Bagot, autrefois Acton Vale, étant connu comme étant partie du lot numéro trois cent cinquante-huit (No 358), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-André d'Acton, contenant trois arpents suivant le chemin de la Compagnie du Grand Tronc, et deux arpents suivant le terrain appartenant aujourd'hui à Moïse Ménard, lequel terrain est renfermé dans les bornes suivantes: à l'est par le terrain appartenant à Moïse Ménard

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.

Canada, } IN RE L. S. PLAMON-
Province of Québec, } DON, Insolvent; and
District of Arthabaska, } H. LAMARRE, Curator.
No. 179.

1° A lot of land situate in the town of Acton, Bagot county, formerly Acton Vale, known as part of lot number three hundred and fifty eight (No 358), of the plan and book of reference for the parish of St André d'Acton, containing three acres following the road of the Grand Trunk Company and two acres following the land belonging to Moïse Ménard, which land is bounded as follows: to the east by the land belonging to Moïse Ménard or representatives, to the south by the land of the Grand Trunk, to the

ou à ses représentants, au sud par le terrain appartenant à la Compagnie du Grand Tronc, à l'ouest et au nord par le terrain appartenant à Antoine Demers.

2° Un autre emplacement ais et situé au même lieu, dans la ville d'Acton, contenant une maison en brique, et comprenant trois lots de terre, connus et désignés sous les numéros trois cent quarante et un, trois cent quarante-deux et trois cent quarante-trois (Nos 341, 342, 343), aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Acton Vale, aujourd'hui ville d'Acton.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-André d'Acton, en la ville d'Acton, le SEPTIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 3 août 1904. 2613
[Première publication, 6 août 1904.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Montréal, } **THE SUN LIFE ASSU-**
No 306. } **RANCE COMPANY**
OF CANADA, Demanderesse; contre JOSEPH
PALLISER, Défendeur.

1° Deux lots de terre situés au village de Saint-André, sur la rue Edouard, dans le comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-André, sous les numéros soixante-deux et soixante-neuf (62 et 69)—avec les bâtisses y érigées.

2° Un lot de terre situé dans le township des Mille-Isles, dits comté et district, en la Côte Sainte-Marguerite, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit township, sous le numéro deux cent treize (213)—avec les bâtisses y érigées.

3° Un lot de terre situé dans le township de Wentworth, dits comté et district, étant situé dans le troisième rang du dit township, étant la moitié ouest du numéro 1 B, borné comme suit: à l'est par le No 1 A, à l'ouest par les Nos 2 A et 2 B du troisième rang, au nord par le No 1 B du quatrième rang, et au sud par le No 1 du deuxième rang, contenant environ cent arpents de terre—avec bâtisses y érigées.

4° Un emplacement situé en la ville de Lachute, ci-devant formant partie de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, dit district, sur la rue Main, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, sous le numéro sept cent vingt-six (726)—avec les bâtisses y érigées.

5° Un autre emplacement situé au même lieu, sur la rue Main, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro huit cent quatre-vingt-quatre (884)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus comme suit: les deux lots en premier lieu désignés, à la porte de l'église catholique de Saint-André, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à TROIS heures de l'après-midi; les lots désignés en deuxième et troisième paragraphes, au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, en la ville de Lachute, le MEME JOUR, entre DIX et ONZE heures de l'avant-midi; et les deux emplacements désignés en quatrième et cinquième paragraphes, à la porte de l'église catholique

west and to the north by the land belonging to Antoine Demers.

2° Another lot of land or emplacement situate at the same place, in the town of Acton, with a brick house, and comprising three lots of land, known and designated as lots numbers three hundred and forty one, three hundred and forty two and three hundred and forty three (Nos. 341, 342, 343), of the official plan and book of reference for the village of Acton Vale, now the town of Acton.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint André d'Acton, in the town of Acton, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, TEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 3rd August 1904. 2614
[First published, 6th August, 1904.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Montreal, } **THE SUN LIFE ASSU-**
No. 306. } **RANCE COMPANY**
OF CANADA, Plaintiff; against JOSEPH PAL-
LISER, Defendant.

1. Two lots of land situate in the village of Saint Andrew, in Edward street, in the county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and described on the official plan and book of reference for the parish of Saint Andrew, as numbers sixty two and sixty nine (62 and 69)—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land situate in the township of Mille-Isles, said county and district, in the Côte Sainte Marguerite, known and described on the official plan and book of reference for the said township, as number two hundred and thirteen (213)—with the buildings thereon erected.

3° A lot of land situate in the township of Wentworth, said county and district, in the third range of the said township, being the west half of number 1 B, bounded as follows, to wit: on the east by No. 1 A, on the west by Nos. 2 A and 2 B of the third range, on the north by No. 1 B of the fourth range, and on the south by No. 1 of the second range, containing about one hundred acres of land—with buildings thereon erected.

4. A lot situate in the village of Lachute, heretofore forming part of the parish of Saint Jérusalem d'Argenteuil, said district, on Main street, known and described on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Jérusalem d'Argenteuil, as number seven hundred and twenty six (726)—with the buildings thereon erected.

5. Another lot situate at the same place, on Main street, known and described on the same official plan and book of reference, as number eight hundred and eighty four (884)—with the buildings thereon erected.

To be sold as follows, to wit: the two lots firstly described, at the catholic church door of Saint Andrew's, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at THREE o'clock in the afternoon; the lots described in the second and their paragraphs, at the registry office for the county of Argenteuil, in the town of Lachute, on the SAME DAY, between TEN and ELEVEN of the clock in the forenoon; and the two lots described in the fourth and fifth paragraphs, at the catholic church door of the said

de la dite ville de Lachute, aussi le MEME JOUR, à MIDI.

LAPOINTE & PREVOST,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Scholastique, 12 juillet 1904. 2359-2
[Première publication, 16 juillet 1904.]

town of Lachute, also on the SAME DAY, at NOON.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 12th July, 1904. 2360
[First published, 16th July, 1904.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } CYPRIEN DUMAS,
No 53. } Demandeur ; contre
DOSITHEE THIBAUT, Défendeur.

Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, dans la concession appelée "Rivière à la Lime", désigné par le numéro six cent quarante-neuf (649), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'icelle paroisse—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 3 août 1904. 2601
[Première publication, 6 août 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } DÉSIRÉ DES-
No 501. } CHENES, Deman-
deur ; contre NAZAIRE LEBEL, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Théophile du Lac, contenant trois arpents de largeur sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins ; bornée en front par le chemin public, en profondeur aux terres du rang Saint-Joseph, du côté sud par Edouard Carrier, du côté nord par Pierre Gélinas, laquelle terre est maintenant connue dans le rang Saint-Léon Nord, sous le numéro quinze (15), et forme partie du lot numéro vingt-cinq (25), du Block B, des plan et livre de renvoi officiels pour une partie du canton Radnor—avec bâtisses y érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile du Lac, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 3 août 1904. 2599
[Première publication, 6 août 1904.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } CYPRIEN DUMAS,
No. 53. } Plaintiff ; vs DOSI-
THEE THIBAUT, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Sainte-Geneviève de Batiscan, in the concession called "Rivière à la Lime", designated by number six hundred and forty nine (649), on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Geneviève de Batiscan, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 3rd August, 1904. 2602
[First published, 6th August, 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } DÉSIRÉ DESCHESNES,
No. 501. } Plaintiff ; against
NAZAIRE LEBEL, Defendant.

A land situate in the parish of Saint-Théophile du Lac, containing three arpents in width by twenty arpents in depth, more or less ; bounded in front by the public highway, in depth to the lands of Saint-Joseph range, on the south side by Edouard Carrier, on the north side by Pierre Gélinas, which land is now known in the Saint Leon North range, under the number fifteen (15), and forming part of lot number twenty five (25), of Block B, on the official plan and book of reference for a part of Radnor township—with buildings erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Théophile du Lac, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 3rd August, 1904. 2600
[First published, 6th August, 1904.]

CITÉ DE SOREL.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la cité de Sorel, que les terrains ci-après mentionnés seront vendus par encan public, à son bureau, dans l'hôtel de ville, en la dite cité de Sorel, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE 1904, à DIX heures A. M., pour taxes et autre redevances et charges municipales dues, à moins que les dites taxes et autres redevances et charges municipales, avec les frais encourus, ne soient payés avant la vente, savoir :

CITY OF SOREL.

Public notice is hereby given by the undersigned, clerk of the city of Sorel, that the lots of land hereinafter mentioned, will be sold at public auction, in his office, in the city hall of the city of Sorel, the SIXTH day of SEPTEMBER, 1904, at TEN o'clock A. M., for taxes and other municipal dues and charges, unless such taxes and other municipal dues and charges with costs incurred, are previously paid.

No du cadastre.	Noms des propriétaires.	Etat ou profession.	Taxes municipales.	Municipal taxes.	Intérêt.	Interest.	Frais—Costs.	Total dû.	Total due.
No. of cadastre.	Names of proprietors.	Calling.							
571	Succ.—Estate Thomas Seery...	\$16 00		\$1 45		\$13 00	\$30 45	
1135	Catherinè Lemoine, veuve de— widow of Charles Dumas.....	4 75		0 50		5 50	10 75	

JOHN GEO. CREBASSA, JNR,
Greffier de la cité—City clerk.
2441-42

Hôtel de ville, 15 juillet 1904—City hall, 15th July, 1904.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 4 août 1904, de nommer Monsieur Joseph Cousineau, conseiller pour la municipalité du village de la Pointe-à-Gatineau, en vertu des dispositions de l'article 340 du code municipal.

2611

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-huit juillet 1904, de nommer M. Henri Adolphe Goyette, avocat, de la cité de Hull, recorder de la dite cité de Hull.

2607

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 28 juillet 1904, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Trois-Rivières.—MM. Joseph Levasseur, Trefflé Désilets, tous deux cultivateurs, de la paroisse de Saint-Louis, dans le comté de Champlain.

District de Québec.—M. Patrick John Brown, cultivateur, de Sainte-Brigitte de Laval, dans le comté de Montmorency.

District de Montréal.—M. Euchariste Boileau, cultivateur, de Saint-Raphaël de l'Île Bizard, dans le comté de Jacques-Cartier.

2603

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-huit juillet 1904, de nommer M. John Ballantyne, greffier de la cour de magistrat, de l'Étang du Nord, greffier de la cour de magistrat au Hâvre aux Maisons.

2605

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 5 août 1904, de nommer M. Henri Avila Belisle, maître de poste, conseiller pour le quartier centre de la municipalité du village de Sainte-Agathe des Monts, comté de Terrebonne, en remplacement du docteur Ed. Grognon, et ce, en vertu des dispositions des articles 326 et 327 du code municipal.

2627

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased, on the 4th of August, 1904, to appoint Mr. Joseph Cousineau, councillor for the municipality of the village of "Pointe-à-Gatineau," in virtue of the provisions of article 340 of the municipal code.

2612

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty eight of July, 1904, to appoint Mr. Henri Adolphe Goyette, advocate, of the city of Hull, recorder for the said city of Hull.

2608

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 28th of July, 1904, to associate to the commission of the peace for the :

District of Three Rivers.—Messrs. Joseph Levasseur, Trefflé Désilets, both farmers, of the parish of Saint Louis, in the county of Champlain.

District of Quebec.—Mr. Patrick John Brown, farmer, of Sainte-Brigitte de Laval, in the county of Montmorency.

District of Montreal.—Mr. Euchariste Boileau, farmer, of Saint Raphael de l'Île Bizard, in the county of Jacques Cartier.

2604

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the twenty eight July, 1904, to appoint Mr. John Ballantyne, clerk of the magistrate court of l'Étang du Nord, clerk of the magistrate court, at Hâvre aux Maisons.

2606

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, on the 5th of August, 1904, to appoint Mr. Henri Avila Belisle, post master, councillor for the center ward of the municipality of the village of Sainte-Agathe des Monts, county of Terrebonne, to replace the Doctor Ed. Grognon, in virtue of the provisions of articles 326 and 327 of the municipal code.

2628

Avis du Gouvernement

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, par Joseph Edouard Murdock McKenzie, notaire public, demeurant et pratiquant en la paroisse de Saint-Gervais, comté de Bellechasse, district de Montmagny, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Edouard Murdock McKenzie, en son vivant pratiquant au même endroit, conformément aux dispositions du code du notariat.

2609 JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

Avis Divers

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No 1009.

Dame Suzanne Lefebvre, du canton Bouthillier, dans le district d'Ottawa, épouse commune en biens de Honoré Poitevin, industriel, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Honoré Poitevin, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, ce troisième jour d'août 1904.

MAJOR & FORTIER,
Avocats de la demanderesse.
Hull, 3 août 1904. 2617

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de F. X. St Charles,
Demandeur ;

vs

Philius Durand, restaurateur, de la ville de Sainte-Cunégonde, Défendeur.
Avis est par les présentes donné que par ordre de cette cour, le premier jour d'août 1904, j'ai été nommé curateur aux biens cédés en cette cause, pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous 30 jours, pour être colloquées sur le bordereau de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.
1598, rue Notre-Dame.
Montréal, 1er août 1904. 2615

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de William Jacobs,
Demandeur ;

vs

John Thomas Parker, maître charretier, des cité et district de Montréal, Défendeur.
Avis est par le présent donné que le dit défendeur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de cette cour.

JACOBS & GARNEAU,
Procureurs du demandeur.
97, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 30 juillet 1904. 2619

Government Notice

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by Joseph Edouard Murdock McKenzie, notary public, residing and practising in the parish of Saint Gervais, county of Bellechasse, district of Montmagny, by which he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Edouard Murdock McKenzie, in his lifetime practising in the same place, in virtue of the provisions of the notarial code.

2610 JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

Miscellaneous Notices

Province of Québec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 1009.

Dame Suzanne Lefebvre, of the township of Bouthillier, in the district of Ottawa, wife common as to property of Honoré Poitevin, manufacturer, of the same place, duly authorized to sue, Plaintiff ;

vs

The said Honoré Poitevin, Defendant.
An action for separation as to bed and board and as to property from the defendant, has been instituted this third day of August, 1904.

MAJOR & FORTIER,
Attorneys for plaintiff.
Hull, 3rd August, 1904. 2618

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of F. X. St Charles,
Plaintiff ;

vs

Philius Durand, restaurant keeper, of the city of Sainte Cunégonde, Défendeur.
Notice is hereby given that by order of this court, I was, on the first day of August, 1904, appointed curator to the estate assigned by the above named, for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within 30 days, to ensure their collocation for dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.
1598, Notre Dame street.
Montreal, 1st August, 1904. 2616

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of William Jacobs,
Plaintiff ;

vs

John Thomas Parker, master carter, of the city and district of Montreal, Défendeur.
Notice is hereby given that the said defendant has, this day, made, in the prothonotary's office of this court, a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors.

JACOBS & GARNEAU,
Attorneys for plaintiff.
97, Saint James street, Montreal.
Montreal, 30th July, 1904. 2620

District of Chicoutimi.

Re Théophile Boudreau, marchand, Saint-François de Sales, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 22 août courant, et date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 4 août 1904. 2623

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de The Crystal Aerated Water Co. Ld.

Avis public est par le présent donné, que par jugement de la cour, en date du 29^e jour de juillet 1904, j'ai été nommé curateur aux biens de la faillie ci-haut mentionnée, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois pour être colloquées.

L. JOS. BOYER,
Curateur.

Valleyfield, 1^{er} août 1904. 2625

District of Chicoutimi.

Re Théophile Boudreau, marchand, Saint François de Sales, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 22nd August instant, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 4th August, 1904. 2624

Province of Québec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*

In the matter of The Crystal Aerated Water Co. Ld.

Public notice is hereby given that by order of the court, dated the 29th day of July, 1904, I have been appointed curator to the estate of the insolvent above mentioned, who has made a judicial abandonment of the same for the benefit of her creditors.

Claims should be produced at my office within one month for collocation.

L. JOS. BOYER,
Curator.

Valleyfield, 1st August, 1904. 2626

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 32.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :— Bibaud vs Boudrias, 1182 ; Colletterte vs Lalongé, 1181 ; Daignault vs Garceau, 1181 ; Faillé vs Racicot, 1181 ; Giguère vs Dupré, 1181 ; Lemieux vs Plante, 1181 ; Marcotte vs Matard, 1180 ; Tétrault vs Lucier, 1181.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :— Dme Lacasse vs Papineau, 1180 ; Lefebvre vs Poitevin, 1196.

ANNONCEURS :—Avis aux :— Concernant avis, etc., 1169.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :— Assemblée législative, 1178 ; Conseil législatif, 1177.

FAILLIS :— Bédard, 1183 ; Boudreau, 1197 ; Carignan, 1182 ; Dazé, 1183 ; Docks, 1182 ; Durand, 1196 ; Jasmin & Grenier, 1182 ; Mount & Co and Mount Bros, 1182 ; Paradis, 1183 ; Parker, 1196 ; Robitaille, 1183 ; The Crystal Aerated Water, Co., Ltd, 1197.

LETTRES PATENTES :— The Shawinigan Construction Coy, 1176.

NOMINATIONS :— Commission pour refondre les Statuts :—P. Q., 1169.

Conseillers municipaux :— Village de la Pointe à Gatineau, 1195 ; Village de Sainte-Agathe des Monts, 1195.

Greffier, cour de magistrat :— Hâvre aux Maisons, 1195.

Juges de paix :— District de Trois-Rivières, 1195 ; Québec, 1195 ; Montréal, 1195.

Recorder :— Cité de Hull, 1195.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :— Par Jos. Ed. Murdock McKenzie, 1196 ; P. Laplante, 1177.

NOTAIRES, MINUTES DE TRANSFÉRÉES :— A Louis Racicot, 1176.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 32.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO PROPERTY :— Bibaud vs Boudrias, 1182 ; Colletterte vs Lalongé, 1181 ; Daignault vs Garceau, 1181 ; Faillé vs Racicot, 1181 ; Giguère vs Dupré, 1181 ; Lemieux vs Plante, 1181 ; Marcotte vs Matard, 1180 ; Tétrault vs Lucier, 1181.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :— Dme Lacasse vs Papineau, 1180 ; Lefebvre vs Poitevin, 1196.

ADVERTISERS :—Notice to :— Respecting notices, &c., 1169.

PRIVATE BILLS, P. Q. :— Notices respecting the :— Legislative Assembly, 1178 ; Legislative Council, 1177.

INSOLVENTS :— Bédard, 1183 ; Boudreau, 1197 ; Carignan, 1182 ; Dazé, 1183 ; Docks, 1182 ; Durand, 1196 ; Jasmin & Grenier, 1182 ; Mount & Co and Mount Bros, 1182 ; Paradis, 1183 ; Parker, 1196 ; Robitaille, 1183 ; The Crystal Aerated Water Co., L'd, 1197.

LETTERS PATENT :— The Shawinigan Construction Coy, 1176.

APPOINTMENTS :— Commission to revise and consolidate the Statutes :—P. Q., 1169.

Municipal councillors :— Village de la Pointe à Gatineau, 1195 ; Village of Sainte Agathe des Monts, 1195.

Clerk of magistrate court :— Hâvre aux Maisons, 1195.

Justices of the peace :— District of Three Rivers, 1195 ; Quebec, 1195 ; Montreal, 1195.

Recorder :— City of Hull, 1195.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :— By Jos. Ed. Murdock McKenzie, 1196 ; P. Laplante, 1177.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :— To Louis Racicot, 1176.

PROCLAMATIONS :—Canton Royer, érigée, 1174 ; Convocation des chambres, 1175 ; Cour de circuit :— District de Beauce, 1171 ; Cour supérieure :— District de Beauce, 1170 ; Cour de circuit :— District de Montmagny, 1172 ; Cour supérieure :— District de Montmagny, 1173 ; La prison commune du district de Montréal sera également la prison commune du district de Terrebonne, 1170.

RÈGLES DE COUR :— Bombardier vs Lavery, 1184 ; Rattray vs Arthur Bros, 1183.

VENTES PAR LICITATION :— Dme Tabb vs Dme Tabb et al, 1184.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :— La cité de Sorel, 1195.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :— Plamondon, failli, 1185.

BEAUCE :— La Rue vs Gilbert, 1185 ; Grondin vs Genest, 1185.

BEAUHARNOIS :— Dme Sylvester vs Beaune, 1186 ; Guindon et al vs Soucis, 1186.

CHICOUTIMI :— L'hon. Shehyn vs Paradis, 1187 ; Villeneuve, failli, 1187.

IBERVILLE :— La ville de Saint-Jean vs Saulnier, 1188.

MONTRÉAL :— Archambault vs Moore, 1189 ; Dme Achin et al vs Borduas, 1188 ; La ville de Saint-Paul vs Scott et al, 1190 ; La ville de Westmount vs Dme Lionais, 1189.

OTTAWA :— Faucher vs Routliffe et al, 1191.

RICHELIEU :— Gagné, fils vs Sénécal, 1191.

SAGUENAY :— Gagnon vs Harvey, 1192.

SAINT-HYACINTHE :— Plamondon, failli, 1192.

TERREBONNE :— Sun Life Assurance Coy vs Palliser, 1193.

TROIS-RIVIÈRES :— Deschênes vs Lebel, 1194 ; Dumas vs Thibault, 1194.

PROCLAMATIONS :— Township Royer, erected, 1174 ; Parliament convoked, 1175 ; Circuit court :— District of Beauce, 1171 ; Superior court :— District of Beauce, 1170 ; Circuit court :— District of Montmagny, 1172 ; Superior court :— District of Montmagny, 1173 ; The common gaol of the district of Montreal shall also be the common gaol of the district of Terrebonne, 1170.

RULES OF COURT :— Bombardier vs Lavery, 1184 ; Rattray vs Arthur Bros, 1183.

SALES BY LICITATION :— Dme Tabb vs Dme Tabb et al, 1184.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :— The city of Sorel, 1195.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :— Plamondon, insolvent, 1185.

BEAUCE :— La Rue vs Gilbert, 1185 ; Grondin vs Genest, 1185.

BEAUHARNOIS :— Dme Sylvester vs Beaune, 1186 ; Guindon et al vs Soucis, 1196.

CHICOUTIMI :— L'hon. Shehyn vs Paradis, 1187 ; Villeneuve, insolvent, 1187.

IBERVILLE :— La ville de Saint-Jean vs Saulnier, 1188.

MONTRÉAL :— Archambault vs Moore, 1189 ; Dme Achin et al vs Borduas, 1188 ; The town of Saint Paul vs Scott et al, 1190 ; The town of Westmount vs Dme Lionais, 1189.

OTTAWA :— Faucher vs Routliffe et al, 1191.

RICHELIEU :— Gagné, fils vs Sénécal, 1191.

SAGUENAY :— Gagnon vs Harvey, 1192.

SAINT-HYACINTHE :— Plamondon, insolvent, 1192.

TERREBONNE :— Sun Life Assurance Coy vs Palliser, 1193.

THREE RIVERS :— Deschênes vs Lebel, 1149 ; Dumas vs Thibault, 1194.